

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article III-99

Déposée par Monsieur Dominique de Villepin

Qualité : - Membre

---

1. En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article III-98 (ex-136)], l'Union soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:

- a) l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;
- b) les conditions de travail;
- c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs;
- d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;
- e) l'information et la consultation des travailleurs;
- f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, sous réserve du paragraphe 5;
- g) ~~les conditions d'emploi~~ **l'intégration** des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de l'Union;
- h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de [l'article III-178 (ex-150)];
- i) l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail;
- j) la lutte contre l'exclusion sociale, **en tenant compte notamment de l'accès au logement ;**
- k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c).

2. À cette fin:

- a) la loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures destinées à encourager la coopération entre États membres par le biais d'initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;

- b) dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) à i), la loi-cadre européenne peut établir des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. Cette loi-cadre européenne évite d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.

Dans tous les cas, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

- 3. Par dérogation au paragraphe 2, dans ~~les domaines visés~~ **le domaine visé** au paragraphe 1, **point c), d), f) et g)**, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée par le Conseil statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.

**~~Le Conseil peut, sur proposition de la Commission, adopter une décision européenne pour rendre la procédure législative ordinaire applicable au paragraphe 1, points d), f) et g) du présent article. Il statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.~~**

- 4. Un État membre peut confier aux partenaires sociaux, à leur demande conjointe, la mise en œuvre des lois-cadres européennes adoptées en application du paragraphe 2.

Dans ce cas, il s'assure que, au plus tard à la date à laquelle une loi-cadre européenne doit être transposée, les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord, l'État membre concerné devant prendre toute disposition nécessaire lui permettant d'être à tout moment en mesure de garantir les résultats imposés par ladite loi-cadre.

- 5. Les lois et lois-cadres européennes adoptées en vertu du présent article:
  - a) ne portent pas atteinte à la faculté reconnue aux États membres de définir les principes fondamentaux de leur système de sécurité sociale et ne doivent pas en affecter sensiblement l'équilibre financier;
  - b) ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes compatibles avec la Constitution.

---

**Explication** : dans l'éventualité où les points d), f), et g) du paragraphe 1 ne seraient plus soumis à la procédure d'adoption à l'unanimité de lois ou lois cadres européennes, conformément à notre souhait, alors le deuxième point du paragraphe 3 serait superflu, puisqu'il ne s'applique qu'aux domaines qui ne sont pas soumis à la procédure législative ordinaire. Dans le cas contraire, où les points d), f) et g) resteraient soumis à la règle de l'unanimité, les dispositions relatives à la clause passerelle devraient être conservées au paragraphe 3.